

Rétrogradation du droit de séjour en raison de l'aide sociale Quelles possibilités politiques d'action ?

Collecte des résultats des groupes de travail lors de la Conférence annuelle du PS Migrant-e-s Suisse du 19 septembre 2020

Groupe 1

- Propositions de modèle -> niveau cantonal (niveau fédéral est très difficile en moment)
- Les ressortissants de pays tiers sont dans une situation moins favorable que les ressortissants de l'UE/AELE -> il faut le faire savoir et le combattre
- - Créer la clarté juridique des faits : assistance sociale ≠ mesure d'intégration

- **La jurisprudence** aide généralement et peut avoir une influence décisive sur l'interprétation du droit -> Encourager les personnes concernées à déposer systématiquement des plaintes et les soutenir moralement et financièrement

- Discrimination institutionnalisée -> Surveillance au niveau cantonal

Améliorer le niveau de connaissance du public concernant

- le nouveau renforcement des règles prévu par Karin Keller-Sutter et faire campagne avec le rejet du projet dans la consultation prévu, y compris la menace d'un référendum
- scandaliser des cas particulièrement frappants dans les médias et avec des pétitions

Groupe 2

- Mettre en place un suivi des actions des autorités cantonales de migration
- Informer les migrant-e-s sur leurs droits -> collecter des données/informations sécurisées
- Exigez un bureau du médiateur cantonal ou des points de contact

- **Examiner une initiative populaire** -> discuter du contenu, chercher des alliés dans la société civile

- Maintenir le contact avec les alliés : union des villes, conférence intercantonale des responsables de l'intégration, observatoire suisse du droit d'asile, réseau de juristes
- Une coopération / un réseau plus étroit-e au niveau communal/cantonal

Groupe 3

- **Regularisation des sans-papiers** en intégrant les parlementaires cantonaux pour ce projet

- La discrimination des ressortissants des pays-tiers doit cesser – même droits pour toutes et tous
- La reconnaissance des acquis et des compétences
- Que la Suisse utilise les compétences que le migrant apporte pour mieux l'intégrer
- Proposition d'un cv anonyme
- Reconnaissance des acquis avec une formation continue
- Accès gratuit aux filières de formation dans deux langues nationales de la Suisse
- L'éducation des adultes, principalement en ce qui concerne l'alphabétisation et le rattrapage de l'éducation de base
- Exiger que la loi suisse soit respectée pour les migrants

Groupe 4

- L'assistance sociale est un droit de l'homme et un droit constitutionnel -> sensibiliser les gens
- Recueillir les cas, informer les personnes concernées -> Informer les médias

- **S'informer mutuellement**, collecter et échanger les meilleures pratiques à tous les niveaux